



PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

POUR LE SOCIALISME,
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE
OUVRIÈRE

Rémi CANDELIER et Luce EUDIER-NIEL

Candidats du POID

Pour la reconquête de tous nos droits

supprimés par les gouvernements successifs

de droite et de gauche



En Normandie comme ailleurs, les désastreuses contre-réformes s'appliquent :

Emploi : Tandis que le chômage continue de frapper les travailleurs de notre région, l'Accord Compétitivité emploi appliqué à Renault Cléon et Sandouville ce sont les heures supplémentaires obligatoires et les départs en retraite non compensés... Les grandes entreprises touchent les millions du CICE (Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi) et continuent de supprimer des postes (Vivarte, Sanofi...) !

Abrogation de la loi Travail!

*Interdiction des licenciements et des délocalisations,
arrêt des privatisations (EDF, La Poste, SNCF...), renationalisations sans indemnité ni rachat*

Ecole : En 2017, prévision de 44 fermetures de classes de primaires dans le 76 et le collège Guy Moquet du Havre entièrement fermé. A quoi s'ajoute la réforme des rythmes scolaires néfaste à la scolarité de nos enfants. Réforme des rythmes scolaires pour lesquels à Rouen, le temps périscolaire est devenu payant pour les enfants obligés de rester jusqu'à 16h15 à l'école.

Abrogation de la Réforme des rythmes scolaires !

Santé : Conséquence de la Loi Santé: 850 infirmiers au chômage dans la région, fermetures de 9 Instituts de formations infirmiers et aides soignants, fusion de 30 hôpitaux et EPHAD en 4 groupements hospitaliers de territoires, menaces de diminution des budgets du CHU de Rouen et du CH Monod au Havre...

Abrogation de la loi de Santé!

Régionalisation : Projet de fusion des ports du Havre, de Rouen et de Paris, avec combien d'emplois encore menacés ?

Abrogation de la loi NOTRe !

Est-ce réaliste ?

Posons la question autrement :

Est-il réaliste que 9 millions d'habitants de ce pays vivent avec moins de 1000 euros par mois ?

- Qu'un enfant sur cinq vive sous le seuil de pauvreté ?
- Que les jeunes soient privés d'accès à un diplôme, à un emploi stable et bien payé ?

Est-il réaliste de continuer à fermer encore et encore les hôpitaux, les maternités, les bureaux de poste, les collèges et les écoles ?

Tout cela pour voter les crédits de guerre qui privent la population des services publics élémentaires, ce qui fait peser les pires menaces sur l'avenir ?

Ces questions doivent être posées

Notre candidature a pour seule ambition de permettre de discuter de ces questions et de commencer à rassembler une force pour la rupture avec les institutions de l'Union Européenne et la V^{ème} république et pour la construction d'un Parti Ouvrier. A ceux qui partagent ces objectifs nous disons : Rejoignez le POID !

A tous nous disons : Organisons la campagne pour que les travailleurs, syndicalistes, paysans, élus locaux, citoyens, apportent leur contribution et, par la libre discussion, commencent à s'organiser pour inverser le cours des choses.

VOTEZ Rémi CANDELIER, candidat du POID

Pour une politique ouvrière ! Pour un parti ouvrier !

Pour tout contact : poidseinemaritime@gmail.com

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» À la V^e République, régime antidémocratique avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine de députés élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» À l'Union européenne, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la nécessité d'abroger les traités, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la défense de l'indépendance des organisations syndicales.

» À la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» À la coalition des exploiters, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général », nous opposons la lutte de classe, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

